

Retraites : ce que ferait un vrai gouvernement de gauche !

POUR NOS
RETRAITES



ON LUTTE !

www.retraites2013.org

*Le Front de Gauche est partie
prenante du collectif unitaire
contre la réforme des retraites*

Signez et faites signer la
pétition nationale à l'adresse
suivante :

<http://www.retraites2013.org/>

La déception est immense : sur les retraites, ce gouvernement ne fait que prolonger les contre-réformes de la droite ! En entérinant l'allongement de la durée de cotisation prévue par la réforme Fillon-Sarkozy et en prolongeant cette augmentation à 43 ans d'ici 2035, le gouvernement Hollande-Ayrault tourne le dos à l'attente des tou/tes celles et ceux qui ont élu Hollande et s'étaient massivement mobilisés en 2010 contre la « réforme » des retraites de N. Sarkozy.

Cette mesure, qui va encore aggraver le chômage des jeunes en retardant le départ des salariés âgés, va les pénaliser durement à l'âge de la retraite. Elle entraînera une baisse régulière du niveau des pensions, car elle incitera à partir en retraite avec décote, et une nouvelle aggravation des inégalités hommes-femmes. L'augmentation des cotisations des salariés amputera des salaires déjà trop bas, et qui restent bloqués. Et les cotisations patronales augmentées seront intégralement compensées par une fiscalisation des allocations familiales, vieille revendication patronale.

En 1982, **un gouvernement de gauche** décidait la retraite à 60 ans à taux plein, qui passait ainsi de 65 ans à 60 ans (diminution de l'âge légal du taux plein). Toutes les « réformes » de droite ont voulu détruire cet acquis. Il est intolérable qu'un gouvernement qui se prétend de gauche ne rétablisse pas cette conquête populaire détruite par Nicolas Sarkozy.

Une vraie réforme de gauche des retraites est possible. C'est ce que défend le Front de gauche :

- **Nous défendons la retraite à 60 ans** à taux plein, sans décote, (75 % du salaire brut de référence) à partir des 10 meilleures années dans le privé et des 6 derniers mois dans le public. **Toute la gauche doit tenir ferme sur le rétablissement de cet acquis et l'abrogation des réformes mises en place par la droite depuis 1993 ! 40 ans de cotisations c'était déjà trop !**

- **La retraite est la continuation du salaire**, permettant des activités nouvelles et libres, pour l'engagement associatif, pour la société, pour sa famille, pour la culture.

- **L'allongement de la durée de la vie est un progrès de civilisation**, rendu possible grâce la médecine, mais aussi à la diminution du temps passé au travail sur la vie, sur la semaine et sur la carrière. **Nous n'allons pas revenir au 19^e siècle.**

- **Le droit à la retraite en bonne santé doit être reconnu.** Les conditions du travail, le travail, doivent s'émanciper de la logique de concurrence et de contraintes physiques et psychologiques. Mais pour compenser immédiatement les injustices, des départs automatiques anticipés (trimestres gagnés) doivent être accordés aux victimes de travaux pénibles et dangereux.

- **Le droit à la retraite doit être le même pour les femmes et les hommes.** Cela signifie l'égalité salariale obligatoire et la compensation intégrale des inégalités de carrières dues aux emplois à temps partiels et aux maternités.

- **La retraite à 60 ans doit être une perspective garantie aux jeunes :** validation des années d'études comme équivalent du travail, reconnaissance intégrale des emplois précaires comme temps cotisé.

- **Aucune pension ne doit être inférieure au SMIC,** car 600 000 personnes sont au minimum vieillesse à 750 euros. Les pensions doivent être indexées sur les salaires et non les prix.

Il est possible de financer les retraites à 60 ans !

L'argent existe ! Contrairement à ce qu'affirme le gouvernement, des solutions existent. Mais il faut avoir le courage de s'attaquer à l'injustice de la répartition des richesses, créées uniquement par le travail salarié, mais appropriées par les actionnaires. Il est juste et urgent que cet argent retourne au financement de la solidarité et de la sécurité sociale ! Cela est d'autant plus possible que, contrairement au discours patronal et gouvernemental, la situation n'a rien de catastrophique : le Conseil d'orientation des retraites (COR) a calculé qu'il faudrait une simple hausse de 2,2 % des prélèvements à l'horizon 2020 pour combler les déficits de tous les régimes de retraite.

Nos revendications permettent de supprimer le « déficit » :

- **Une nouvelle répartition de la richesse produite :** depuis 30 ans les dividendes versés aux actionnaires, qui sont une rente improductive, ont explosé : ils représentent plus de 12 % de la masse salariale aujourd'hui contre 4 % dans les années 1980 ; il serait donc tout à fait possible d'augmenter les salaires et les cotisations patronales - ces dernières n'ont pas quasiment pas augmenté depuis 1979 -, en diminuant les dividendes versés aux actionnaires ; faire cotiser les dividendes et revenus financiers, c'est 20 milliards d'euros.

- **La suppression des inégalités salariales entre les femmes et les hommes permettrait par exemple de gagner 11 milliards d'euros en cotisations retraites à l'horizon 2023.**

- La suppression des exonérations de cotisations sociales patronales qui n'ont aucune efficacité sociale et économique, c'est 10 milliards d'euros

La retraite par répartition, c'est aussi une question **d'emploi de qualité** pour tous et toutes, et de répartition des richesses :

- **C'est la création d'emplois** par une véritable réduction du temps de travail, sur la semaine et sur la vie. 1 million d'emplois = 13 milliards d'euros de recettes. Mais l'emploi, ce n'est pas le temps partiel ou précaire. C'est un emploi qualifié et correctement payé, avec interdiction du temps partiel ou précaire imposé

- **En imposant le chômage et la précarité, le patronat accumule des moyens de spéculation, affaiblit la protection sociale et attaque les revenus du plus grand nombre.**

- **Avec une loi qui établisse une semaine de 32 ou de 30 heures de travail pour tous et toutes, il n'y aurait plus de chômage !**

- Abrogation de la loi transposant l'Accord national interprofessionnel (ANI) du 11 janvier 2013 qui va créer toujours plus de licenciements, de chômage et de précarité.

- Le Front de gauche appelle à la mobilisation populaire et exige le retrait de la contre-réforme des retraites. Il appelle toutes celles et ceux qui ont chassé la droite en 2012 de faire entendre à Hollande ce que doit être une vraie politique de gauche. Il faut cesser d'obéir au Medef et à la Commission européenne !

Une autre politique à gauche est possible.

Le Front de Gauche s'adresse pour cela à toutes celles et tous ceux qui, souhaitent une politique en rupture avec la financiarisation de la société et le productivisme.

L'alternative à l'austérité, c'est possible !

www.placeaurope.fr